Le silence assourdissant autour de la proposition du Hamas dâ??une trÃªve de 10 ans

Description

628x471-580x383

Des sauveteurs palestiniens cherchent des survivants sous les dÃ©combres dâ??une maison dÃ©truite par un missile israÃ©lien Ã Gaza City, le lundi 21 juillet 2014.(Photo : Khalil Hamra/AP)

Par Francesca Albanese

Pendant les 14 premiers jours de leur agression sur la Bande de Gaza, les militaires israÃ©liens ont provoquÃ© plus de 500 morts, trÃ¨s majoritairement civils, et beaucoup plus de blessÃ©s. Des milliers de maisons ont Ã©tÃ© ciblÃ©es et dÃ©truites, ainsi que dâ??autres infrastructures civiles essentielles. Plus de cent mille civils ont Ã©tÃ© dÃ©placÃ©s. Quand vous lirez cet article, les chiffres auront encore grossi et, malheureusement, aucune trÃªve vÃ©ritable ne semble en vue. Quand je dis vÃ©ritable, je veux dire applicable, acceptable des deux cÃ´tÃ©s et un peu durable.

Le gouvernement israÃ©lien, copiÃ© par les mÃ©dias et les gouvernements occidentaux, en a trÃ¨s vite accusÃ© le Hamas. Le Hamas, prÃ©tendent-ils, avait une occasion dâ??accepter une trÃªve avec lâ??intervention de lâ??Egypte, et ils lâ??ont refusÃ©e. Dâ??autres ont dÃ©jÃ expliquÃ© en dÃ©tail pourquoi cette proposition, manigancÃ©e sans aucune consultation du Hamas, Ã©tait difficile Ã accepter par le Hamas.

Ce que les mÃ©dias occidentaux ont beaucoup moins rapportÃ©, câ??est que le Hamas et le Jihad Islamique avaient entre temps proposÃ© une trÃªve de 10 ans sur la base de 10 conditions trÃ¨s raisonnables. Tandis quâ??IsraÃ«l Ã©tait trop occupÃ© Ã prÃ©parer lâ??invasion au sol, pourquoi personne dans les corps diplomatiques nâ??a consacrÃ© un mot Ã cette proposition ? Cette question est dâ??autant plus poignante que cette proposition Ã©tait fondamentalement en accord avec ce que beaucoup dâ??experts internationaux, aussi bien que les Nations Unies, demandent depuis des annÃ©es, et incluait quelques aspects de ce quâ??IsraÃ«l avait dÃ©jÃ considÃ©rÃ© comme des requÃªtes applicables dans le passÃ©.

Les revendications principales de cette proposition tournent autour de la levÃ©e du siÃ¨ge israÃ©lien sur Gaza par lâ??ouverture de ses frontiÃ¨res avec IsraÃ«l au commerce et aux populations, la crÃ©ation dâ??un port et dâ??un aÃ©roport internationaux sous supervision de lâ??ONU, lâ??extension Ã 10 kilomÃ¨tres de la zone de pÃªche autorisÃ©e au large de Gaza, et la revitalisation de la zone industrielle de Gaza. Aucune de ces revendications nâ??est nouvelle. Les Nations Unies, entre autres, ont rÃ©guliÃ¨rement exigÃ© la levÃ©e du siÃ¨ge, siÃ¨ge illÃ©gal selon la lÃ©gislation internationale, comme une condition nÃ©cessaire pour mettre fin Ã la situation humanitaire dÃ©sastreuse dans la Bande. Faciliter les mouvements des marchandises et des gens entre la Cisjordanie et la Bande de Gaza avait dÃ©jÃ Ã©tÃ© stipulÃ© dans lâ??AgrÃ©ment sur le Mouvement et lâ??AccÃ¨s (AMA) signÃ© entre le gouvernement dâ??IsraÃ«l et lâ??AutoritÃ© Palestinienne en 2005. MÃªme la construction dâ??un port et la possibilitÃ© dâ??un aÃ©roport Ã Gaza avaient dÃ©jÃ

Ã©tÃ© stipulÃ©es dans lâ??AMA, alors que leur rÃ©alisation effective nâ??a jamais suivi. La demande dâ??Ã©largissement de la zone de pÃªche autorisÃ©e est infÃ©rieure Ã celle envisagÃ©e en 1994 dans les Accords dâ??Oslo et elle faisait dÃ©jÃ partie de lâ??arrangement du cessez-le-feu en 2012. Lâ??accÃ¨s libre des pÃªcheurs Ã la mer, sans crainte dâ??Ãªtre tuÃ©s ou arrÃªtÃ©s et de voir leurs bateaux et leurs filets confisquÃ©s par les patrouilles israÃ©liennes, est essentiel pour les 3.000 pÃªcheurs gazaouis qui luttent pour survivre en pÃªchant dans une zone maritime limitÃ©e, Ã©puisÃ©e et lourdement polluÃ©e. La revitalisation de la zone industrielle de Gaza, qui a Ã©tÃ© progressivement dÃ©mantelÃ©e depuis le dÃ©sengagement de 2005 et par les opÃ©rations militaires rÃ©pÃ©tÃ©es, Ã©tait dÃ©jÃ considÃ©rÃ©e comme dâ??un intÃ©rÃªt crucial pour les Palestiniens Ã lâ??Ã©poque du DÃ©sengagement de 2005.

La trÃªve proposÃ©e exige aussi le retrait des tanks israÃ©liens des frontiÃ¨res de Gaza et lâ??internationalisation du passage de Rafah et son placement sous contrÃ´le international. La prÃ©sence de forces internationales aux frontiÃ¨res et le retrait de lâ??armÃ©e israÃ©lienne demandÃ©e par le Hamas nâ??est pas surprenante, si lâ??on considÃ¨re le lourd taux de mortalitÃ© dÃ» aux tirs israÃ©liens dans les Zones dâ??AccÃ¨s Restreint prÃ¨s de la frontiÃ¨re avec IsraÃ«l (câ??est-Ã -dire une zone de 1km500 le long de la frontiÃ¨re comprenant 35% de la terre de Gaza et 85% de ses terres cultivables). La prÃ©sence internationale devrait Ã©galement garantir une rÃ©ponse aux soucis de sÃ©curitÃ© de lâ??Egypte et dâ??IsraÃ«l.

Cette proposition demande aussi la libÃ©ration des prisonniers palestiniens qui avaient Ã©tÃ© libÃ©rÃ©s dans lâ??accord dâ??Ã©change avec Gilad Shalit et qui ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s aprÃ¨s le meurtre des trois jeunes IsraÃ©liens en juin 2014 en Cisjordanie ; et quâ??IsraÃ«l se retienne dâ??interfÃ©rer dans lâ??accord de rÃ©conciliation entre le Hamas et le Fatah ; et que lâ??autorisation pour les fidÃ¨les dâ??aller prier Ã la mosquÃ©e Al Aqsa soit facilitÃ©e.

Ces conditions sont non seulement raisonnables Ã la lumiÃ¨re des accords prÃ©cÃ©dents mais, surtout pour celles qui concernent la levÃ©e du siÃ¨ge, elles sont le niveau minimum que le Hamas et la population de Gaza pourraient accepter dans les circonstances actuelles. Comme lâ??Ã©crit Raji Sourani, la phrase la plus couramment entendue Ã Gaza aprÃ¨s lâ??annonce du cessez-le-feu Â« arrangÃ© Â» avec lâ??Egypte Ã©tait Â« Ou la situation sâ??amÃ©liore vraiment, ou il vaut mieux simplement mourir Â». Les circonstances dÃ©sastreuses dans lesquelles ont vÃ©cu les Gazaouis durant les 7 derniÃ¨res annÃ©es ont en effet Ã©voquÃ© pour beaucoup lâ??image de lâ??enclave comme Â« la plus grande prison Ã ciel ouvert du monde Â». Une prison surpeuplÃ©e et oÃ¹, dâ??ici 6 ans, il nâ??y aura plus assez dâ??eau potable ou la possibilitÃ© de fournir les services essentiels, comme le dÃ©nonce un rÃ©cent rapport de lâ??ONU. Devant ce sinistre contexte, beaucoup pensent que le lancement continuel de roquettes depuis Gaza est une rÃ©ponse au siÃ¨ge et aux dures conditions imposÃ©es par lâ??occupation.

On pourrait imaginer quâ??un accord sur la base de la proposition du Hamas pourrait non seulement arrÃªter le cours actuel des hostilitÃ©s, mais aussi prÃ©parer le terrain vers une solution durable du conflit. Pourtant, IsraÃ«l nâ??a montrÃ© aucun intÃ©rÃªt pour lâ??examen de cette proposition et continue Ã prÃ©fÃ©rer lâ??option militaire. RÃ©sultat, on se demande si IsraÃ«l veut rÃ©ellement une rÃ©solution vraiment durable du conflit. Cette rÃ©solution nÃ©cessiterait forcÃ©ment des compromis de la part dâ??IsraÃ«l, dont le renoncement Ã son contrÃ´le sur la Cisjordanie et Gaza. Netanyahu a rÃ©cemment dit trÃ¨s clairement que cette option nâ??est pas Ã lâ??ordre du jour. En outre, un Ã©ventuel accord entre IsraÃ«l et le Hamas renforcerait la lÃ©gitimitÃ© du Hamas dans

lâ??unitÃ© palestinienne rÃ©cemment accomplie, condition prÃ©alable Ã toute paix durable. LÃ©gitimer lâ??unitÃ© palestinienne est quelque chose que le gouvernement israÃ©lien Ã©vite comme la peste car cela ferait avancer leur quÃªte de justice dans lâ??arÃ¨ne internationale.

Peut-Ãªtre encore plus surprenant, la communautÃ© internationale â??Ã lâ??exception de la Turquie et du Qatar- nâ??a pas dit un mot de la proposition de trÃªve du Hamas alors que beaucoup de points de cette proposition jouissent dÃ©jÃ dâ??un soutien international. Ce refus dâ??Ã©tudier la proposition est particuliÃ¨rement problÃ©matique dans le contexte actuel. Sans aucune pression venant de la communautÃ© internationale, IsraÃ«l, qui a la haute main dans ce conflit, se sentira en droit de refuser des nÃ©gociations pour une paix rÃ©elle avec le Hamas. TrÃªves et nÃ©gociations se font entre ennemis, pas entre amis. En Ã©cho avec IsraÃ«l et les Etats-Unis, les organisations internationales et les dirigeants occidentaux maintiennent que le Hamas est une organisation terroriste et donc que toute nÃ©gociation avec lui est interdite.

Le Hamas a recours Ã la violence, qui est souvent aveugle et cible des civils â?? consÃ©quence aussi du manque de prÃ©cision des armes. Mais IsraÃ«l aussi â?? mÃªme si son armement est trÃ¨s sophistiquÃ©. Si le but est dâ??aider les parties Ã nÃ©gocier, les deux parties doivent Ãªtre traitÃ©es Ã©galement, encouragÃ©es Ã envisager des mesures autres que militaires et accepter des compromis fondÃ©s sur la lÃ©gislation internationale. Surtout quand des propositions raisonnables sont sur la table comme câ??est le cas. Le refus dÃ©terminÃ© de sâ??engager avec le Hamas sur cette question rÃ©sume le dÃ©faut dâ??engagement de la communautÃ© internationale pour prendre en charge la crise humanitaire Ã Gaza. A moins que la communautÃ© internationale nâ??inverse ce schÃ©ma en prenant pied honnÃªtement dans les lois internationales et la diplomatie, le sort de Gaza et du conflit israÃ©lo-palestinien ne changera pas.

Sur Francesca Albanese

Francesca Albanese est une avocate internationale basÃ©e Ã Washington DC. AprÃ¨s avoir travaillÃ© pendant huit ans pour les Nations Unies, entre autres au Moyen Orient et Ã JÃ©rusalem, cÅ?ur du conflit sur la Palestine, elle est actuellement engagÃ©e dans la recherche et la dÃ©fense de diverses solutions humanitaires, dont la fin de lâ??occupation militaire en Palestine et lâ??entiÃ¨re reconnaissance des droits fondamentaux des Palestiniens selon les lois internationales.

Traduction : J.Ch.pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source: Mondoweiss

Francesca Albanese est une avocate internationale basÃ©e Ã Washington DC. AprÃ¨s avoir travaillÃ© pendant huit ans pour les Nations Unies, entre autres au Moyen Orient et Ã JÃ©rusalem, cÅ?ur du conflit sur la Palestine, elle est actuellement engagÃ©e dans la recherche et la dÃ©fense de diverses solutions humanitaires, dont la fin de lâ??occupation militaire en Palestine et lâ??entiÃ¨re reconnaissance des droits fondamentaux des Palestiniens selon les lois internationales.

date crÃ©Ã©e
2014/08/11